

# Dans les forêts limousines,

## Enquête

Depuis 2020, près de 80 actes de dégradations sur des parcelles ou du matériel forestier ont été recensés en Nouvelle-Aquitaine, dont largement plus de la moitié sur les trois départements du Limousin. Ces faits nourrissent un climat de tension et les accusations envers l'ultra-gauche fleurissent.

Sébastien Dubois  
sebastien.dubois@centrefrance.com

**I**ncendie d'une abatteuse à Saint-Goussaud, en Creuse, en octobre 2022 ; une parcelle forestière détruite par les flammes, à Saint-Pardoux-le-Vieux, au-dessus d'Ussel, au cours du mois de juillet de la même année ; sans oublier le sinistre intentionnel contre l'usine Mecafor d'Ussel, il y a maintenant cinq ans. Les forêts limousines sont devenues ces dernières années le lieu d'exactions visant les exploitants forestiers. Selon les chiffres de la filière Fibois, qui a mis en place un observatoire fin 2020, 80 actes au total ont été recensés en trois ans, avec un pic en 2022, où plus de la moitié des cas (41) ont été recensés. Sur ces 80 cas, une cinquantaine concerne les forêts limousines, la plupart du temps en Corrèze, puis en Creuse et Haute-Vienne.

**L'année 2023 a été moins chargée avec seulement dix incidents recensés sur les neuf premiers mois de l'année.** « Les dégradations se sont bien accélérées jusqu'à l'été 2022 où les risques d'incendie ont sans doute freiné les ardeurs, explique Gaël Lamoury, représentant de Fibois. Depuis, on a moins de retours, ce qui ne veut pas dire qu'il y a moins de cas. On a plutôt, malheureusement, atteint un rythme de croisière. » Les incendies ne sont pas les seuls faits recensés. « Ça peut être des dégradations, des pneus percés, des insultes aux bûcherons et je ne parle pas des réseaux sociaux où certains opposants sont très actifs », diagnostique Julie Morlon

Destève, responsable du Sefsil, qui représente quarante exploitants forestiers. « Parfois, les machines sont taguées ou les circuits hydrauliques sont cisailés ou ils mettent du sable dans le réservoir à essence, liste Vincent Chevalier, représentant des entreprises forestières. On a des machines de 400 à 600.000 € et en face, les assureurs sont de plus en plus frileux. On a des entreprises qui ont reçu des menaces et les salariés sont de plus en plus craintifs. Certains entrepreneurs dorment même dans leur véhicule sur le chantier. »

### « À force de minimiser »

Localement, les tags fleurissent : « Coupeurs d'arbres, barbards, salopards » ou « Alliance d'enc... », peut-on lire sur les panneaux d'exploitations. « Assassins » revient également souvent. « Ce qu'on appelait incivilités s'est transformé en atteintes aux biens et aux personnes, juge la représentante des propriétaires forestiers, Isabelle Serena Bonneau. On ne parle plus d'un voisin mécontent, mais d'une réelle atteinte aux parcelles, à ces biens, mais aussi aux personnes. À force de minimiser les choses, on ne rend pas bien compte de la réalité. » Julie Morlon Destève ose même les termes qui fâchent : « On peut parler d'actes terroristes, je pense que le mot n'est pas trop fort », dit-elle. « À Saint-Moreil, des militants se sont mis en travers d'une exploitation et la gendarmerie est intervenue, raconte Christophe Cestona, d'Alliance Forêt Bois. J'ai aussi été insulté par téléphone. C'est un autre cap : au-delà des dégradations, on s'en prend aujourd'hui aux hommes. »

**Il ne manquait plus qu'un virage politique pour que l'affaire prenne de l'ampleur.** Derrière les « destructions d'antennes relais,



**DÉGRADATIONS.** Les forestiers ont recensé 80 cas de dégradations dans les forêts de Nouvelle-Aquitaine, dont de très nombreuses en Limousin.

d'abatteuse forestière, de fourreaux pour l'installation de la fibre... », le président LR de Limoges Métropole Guillaume Guérin voit la main des habitants qui « se sont installés sur le plateau de Millevaches », « pour qui le mode de consommation actuel n'est pas le bon et qui veulent une rupture avec le mode de vie occidental », décrit-il dans *Le Point*. « Ils sont allés jusqu'à décapiter des sa-

pins sur des parcelles de pauvres gens qui y avaient placé leurs économies, parce qu'ils jugent l'essence des résineux « capitaliste », servant les intérêts privés », ajoute-t-il. Lors de sa rentrée politique fin août, l'élu limougeaud annoncera même la venue de Gérard Darmanin pour parler de cette « ultragauche », dont la menace, réelle ou exagérée, nourrit les discours politiques. « Ce sont là les actes de

groupes ultra-écologistes qui, pour soi-disant défendre la forêt, s'attaquent justement à celles et ceux qui quotidiennement œuvrent à la protéger, à l'entretenir et à la valoriser », abondait le sénateur de Corrèze, Daniel Chasseigne, fin août.

**Mais pour l'instant, rien, aucune revendication ni mise en examen, ne relie les faits, réels, à une activité politique et militante, par ailleurs largement documentée.**

## Pourquoi les acteurs de la filière bois sont prêts au dialogue

**Malgré l'absence des coopératives en septembre dernier, les acteurs de la filière bois se disent prêts à dialoguer sur la gestion de ressource forestière.**

« La réunion de Bugeat a montré qu'il y avait une vraie inquiétude, explique son organisateur, Gaël Lamoury, représentant de l'interprofession Fibois. Les échanges ont été cordiaux et on a trouvé des points d'accord. On est tous d'accord sur la question du changement climatique. Mais on peut parler de conflit d'usage ou de bonne évaluation des fonctions d'une forêt. Cette évaluation n'est pour l'instant que dans la valorisation économique, mais ça ne peut



**IMPLICATION.** Les acteurs de la filière bois se disent prêts au dialogue.

pas être le seul critère, il y a aussi le critère environnemental, écologique, biodiversité. Ces fonctions pourraient être rémunérées pour orienter la gestion. »

« Les membres de la filière restent très attachés à la propriété, reprend-il, même s'ils sont tous d'accord pour dire que la forêt rend des services à tous. Mais si le droit de propriété devait être nettoyé, ce qui n'est pas dans les tuyaux pour le moment, il faudrait aussi que les contraintes soient partagées. Nous travaillons beaucoup autour du concept d'aménités et on espère que ça permettra de trouver un équilibre entre les différentes

fonctions de la forêt. »

La signature d'une charte forestière sur le PNR répond peu ou prou aux mêmes objectifs. « On en est signataire de la charte, explique Julie Morlon Destève, représentante des exploitants. Oui, on intervient avec de grosses machines, mais on ne vient pas tout détruire. Et surtout, on replante. Les exploitants sont des passionnés de la forêt, ces mouvances n'ont pas le monopole de cet amour. » « Les incidents sont inadmissibles, conclut le président du PNR, Philippe Brugère. Nous, on se bat pour faire évoluer le cadre légal et ce n'est pas en allant brûler des machines que ça va marcher. » ■

# des embûches par dizaines



Par contre, la question de la forêt est un point de clivage politique historique. « Elle met face-à-face des modes de gestion opposés et des relations différentes à la forêt en tant que ressource », pointe Greta Tommasi, dans sa thèse *Vivre (dans) des campagnes plurielles*, publiée en 2014. « Ce sont des colonisateurs. C'est comme de l'agriculture intensive, tance Corinne, membre du comité de défense

du bois du Chat. Même des élus se plaignent des dégradations, du ballet incessant de camions. » « Sur le bois du Chat, on est intervenu sous une forme d'interposition pour empêcher une coupe rase. Mais sans dégradation, pointe Marie, du Syndicat de la Montagne Limousine. Nos luttes se font soit par des voies juridiques soit par cette interposition. Nous n'agissons jamais anonymement en pleine

nuit. Ça, c'est pas nous. » Début 2023, ces coupes prévues dans cette forêt privée proche de Tarnac ont massé face-à-face les défenseurs et les opposants de l'actuelle activité forestière. « On était arrivé à un point de rupture, juge après coup, Julie Morlon Destève, responsable d'une scierie en Corrèze. Pour nous, c'était irréaliste, on était deux cents personnes réunies de manière pacifique.

En face de nous, les manifestants disaient la même chose, mais ils étaient cagoulés. L'exploitation de la parcelle est arrêtée, le bois coupé a été transporté, mais l'exploitation future se fera sous une autre forme. » Par souci d'apaisement, demande-t-on ? « Totalement », répond-elle.

Cette volonté de calmer les tensions a débouché, le 16 septembre, sur une réunion entre les acteurs de la filière et les associations prônant une gestion différente. « On a été invité par la filière et c'est une bonne chose qu'on puisse dialoguer, analyse Laurent, membre de l'association L'Aubraie et proche du groupe forêt du Syndicat de la montagne limousine. Mais ce qu'on regrette, c'est que les quatre coopératives, Alliance Forêt Bois, CFBL, Unisilva et Argil, étaient absentes. Ils refusent vraiment le dialogue. Or, ce sont eux qui font 80 % des travaux et dans 80 % des cas, ce sont des coupes rases. »

### Un rapprochement à nuancer

Ainsi, le rapprochement est à nuancer et les oppositions demeurent vives. « On est attaqué en permanence, répond Alain Cestona, directeur d'Alliance Forêt Bois. Ils ont des méthodes très particulières, ils ont envahi notre siège social. Ça devient un objet de propagande sur les réseaux sociaux, qui poussent parfois à la violence. Un collègue a été menacé lors d'un salon à Paris. » Une plainte a été déposée. « Ce qui s'est passé à Bugeat était une première, résume Julie Morlon Destève. Au final, on a réussi à se parler. Il y a des points de vue divergents, mais aussi des points convergents. Mais de là à dire stop aux coupes rases... En revanche, s'ils veulent racheter et faire ce qu'ils veulent des parcelles, pas de problème. » L'association Hauts les cimes, émanation du groupe forêt du syndicat, s'est précisément donné cette mission. Entre opposants et défenseurs de l'actuelle gestion forestière, le combat pourrait rapidement devenir commercial et économique. ■

### EN CHIFFRES

**573.000**

En hectares, la surface boisée sur l'ensemble des trois départements limousins, selon les chiffres du Centre national de la propriété forestière (CNPF) pour la Nouvelle-Aquitaine. Soit un taux de boisement de 34 %.

**95 %**

La part des forêts privées en Limousin. Le CNPF dénombre 16.000 propriétaires forestiers privés. Ils possèdent en moyenne 3 hectares de forêt chacun.

**407.000**

Le nombre d'hectares de feuillus au sein de la forêt limousine, contre 152.000 hectares de résineux, soit une répartition 72 %-28 %. Le chêne est l'essence la plus représentée (28 %), devant le châtaignier et le douglas (15 % chacun).

**25 %**

La part des forêts privées dont l'exploitation se fait selon un document de gestion durable. « Avec les surfaces de forêt publique, la forêt gérée du Limousin représente 161.323 hectares, soit 28 % de la superficie forestière régionale », note le CNPF. ■

Retrouvez notre podcast sur notre enquête, en scannant ce QR code



## Sur le PNR de Millevaches, Sébastien Haunold veille sur les forêts

Avec une charte, signée par trente-cinq entreprises et associations pour promouvoir une gestion « partagée » de la forêt, le parc naturel de Millevaches s'est doté d'un document que Sébastien Haunold est chargé de faire vivre.

« Ici, on a tout le potentiel pour créer la sylviculture de demain », assure le jeune homme, d'un optimisme à tous crins. Alors que les forêts limousines sont en passe de devenir une ligne d'affrontement entre deux visions politiques opposées, ce salarié du parc naturel régional veut voir la charte comme un outil intéressant pour faciliter les discussions. « La situation



**RESPONSABLE.** Pour Sébastien Haunold, le plateau a le potentiel « pour créer la sylviculture de demain ».

actuelle montre une chose : que les gens s'intéressent à la forêt. Et quand on sait que les moyens

humains manquent... On pourrait imaginer intégrer les habitants dans les prises de déci-

sion, y compris dans les décisions de gestion, sur les forêts communales. Pour l'instant, on n'en est pas là. Mais avec la charte, on peut mettre en place des expériences. Pour la première fois, le parc va être propriétaire d'une parcelle. Est-ce que ça ne serait pas un terrain d'expérimentation parfait ? »

### « Un modèle qui doit être revu »

Une façon de concilier économie et écologie ? « On est parfois obligé d'exporter le bois hors de la région, avant de le réimporter, explique-t-il. Dans le développement durable, il y a aussi l'économie. Une des finalités, c'est quand

même la production de bois. Mais l'exploitation forestière ne passe pas sans effet sur les forêts du Plateau. « Aujourd'hui, une charte n'est pas contraignante, nuance le président du PNR Philippe Destève. La plupart des acteurs sont honnêtes mais les promoteurs n'engagent que ceux qui les paient » « La forêt de demain ne doit pas être de la monoculture. La présence de plusieurs essences renforce la santé de la forêt, explique-t-il. Les peuplements feuillus résistent aussi mieux aux incendies. Il faut éviter les coupes rases et favoriser la régénération naturelle. On a bâti notre forêt actuelle, on doit être revu.

**POLITIQUE** ■ Comme sur le sujet de l'eau et des bassines, la gestion de cette ressource naturelle suscite le débat

# L'avenir des forêts, ligne de front politique

La gestion de la forêt limousine dessine l'affrontement entre des visions différentes de l'exploitation des ressources naturelles.

Sébastien Dubois

sebastien.dubois@centrefrance.com

« Il y a deux philosophies qui s'affrontent : la forêt est-elle un bien commun ou une propriété privée ? Et cette question : est-ce qu'il faut faire évoluer la législation ? » Responsable de la charte forêt du PNR (parc naturel régional) de Millevaches, Sébastien Haunold est littéralement un gardien des sous-bois. Ce trentenaire à la coiffure broussailleuse y circule pour son travail : vérifier l'application de ce texte, voté par trente-cinq structures et entré en vigueur en 2022, pour défendre la vision d'une « forêt partagée ».

## Un nouveau Sainte-Soline ?

« L'une des difficultés, reprend-il, c'est qu'on a une filière bois qui parle technique et une société civile qui est dans l'émotion. Forcément, on ne se comprend pas. Après, il y a deux façons de voir : soit la présence de la société fait ch... , soit on se dit que ça peut être une richesse. » Sébastien Haunold penche pour la seconde option, mais tous ne sont pas forcément de son avis.

À l'image de ce qui se passe à Sainte-Soline autour



COUPE RASE. La gestion de la forêt constitue une ligne de front politique.

des bassines et de la gestion de l'eau, l'avenir des forêts pourrait devenir une ligne de front politique. « Il y a un peu de ça, assure en effet un exploitant. Ceux qui sont sur le plateau étaient à Sainte-Soline et c'était déjà les mêmes à Notre-Dame-des-Landes et à Sivens. Et on ne va pas tarder à les retrouver sur l'A69. » La vision de l'État et des acteurs économiques se confrontent à l'idéal de certains habitants. Comme pour les bassines. « C'est un peu le même combat », reconnaît Corinne, militante du Syndicat de la Montagne limousine (SML).

En début d'année, les tensions autour du Bois du Chat ont pu laisser craindre que la situation s'enve-

nime. « Au bois du Chat, le PNR avait offert 40.000 € pour préserver la forêt sur trente ans, avance Jeannine, également membre du SML. Dans un deuxième temps, la région a proposé 100.000 €, mais le propriétaire n'en a pas voulu. Mais on ne sait pas si le montant proposé par France Relance est supérieur ou pas. »

« Les exploitants forestiers présentent leur gestion comme quelque chose de naturel, mais quand on creuse, on découvre que ce n'est pas la seule sylviculture possible, ajoute Laurent, membre de L'Aubraie, autre association de défense de la forêt. Il y a tellement de dégradations de parcelles, les sols, les rivie-

res. On se retrouve avec des champs de ruines. On a l'impression que les coopératives n'ont pas retenu les leçons de la tempête de 1999. On continue la monoculture, on redoute que le plateau devienne une montagne pelée. »

« On nous parle de déforestation, nuance Julie Morlon Destève, du SEFSIL, qui représente quarante exploitants, mais on n'est pas en Amazonie. » Certains chiffres font pourtant redouter des difficultés. « Pendant plus d'un siècle, la forêt a gagné du terrain, jusqu'à atteindre 31 % du territoire métropolitain, souligne le président du PNR, Philippe Brugère. Sur le parc, on était à 5 % en 1900, puis

on est monté jusqu'à 55 % il y a cinq ans. Depuis, la couverture forestière est tombée à 48 %, selon une étude de l'IGN (Institut géographique national). La forêt est malmenée et surexploitée. »

## « Monoculture et coupes rases »

« La forêt ne concerne pas que les forestiers, écrivait, en mars dernier, le maire de Peyrelevalade, Pierre Coutaud, après les tensions au Bois du Chat. Il est donc grand temps de l'appréhender en termes d'occupation de l'espace en tenant compte collectivement de ses fonctions productives bien sûr mais aussi environnementales et sociales. » « Pour les communes, ajoute l'élu, lorsqu'on le rencontre, l'exploitation forestière représente un coût et les retombées économiques, on ne les voit passer que sur les camions [...] On a des contacts avec les exploitants. Il y a un peu de ménage qui s'est fait dans la profession. Mais on voit qu'ils travaillent à flux tendu. Il y a une sensibilité des habitants à cette monoculture et aux coupes rases. »

Ces deux éléments concentrent les désaccords, alors que les conséquences du changement climatique pèsent sur la santé de la forêt, ce qui inquiète exploitants et associations. « Je travaille dans le secteur depuis 1989 et j'ai vu son évolution, souligne Christophe Cestona, d'Al-

liance Forêt Bois. On est vraiment dans l'amélioration continue des pratiques. Aujourd'hui, on se rend compte que certaines parcelles peuvent bénéficier d'une régénération continue. On a tendance à la développer. »

## « Du temps »

Le développement de cette pratique figure parmi les demandes des associations. « On préconise la conversion en futaie irrégulière, explique le représentant de L'Aubraie. Cela repose sur de la sylviculture mélangée à couvert continu, avec trois catégories d'arbres : les jeunes, les moyens et les plus anciens. Les Vosges et le Jura, mais aussi la Suisse pratiquent la rotation des cultures. Et ça marche. »

« Le problème, ce n'est pas l'outil, c'est son utilisation, nuance Sébastien Haunold. La coupe rase n'est plus adaptée. Il y a de plus en plus d'échecs de replantation. Au bout d'un an, si 20 % des plantations sont mortes, c'est une mauvaise plantation. L'an dernier, c'était 40 %. Mais pour transformer en couvert régulier en couvert continu, il faut minimum soixante-dix ans. » « Le temps forestier est long et la forêt limousine est jeune, conclut Gaël Lamoury (Fibois, interprofession du secteur). Les forestiers évoluent, mais il va falloir du temps. » ■

## L'enrésinement sur le Plateau, symbole d'une colonisation contestée

La plantation de résineux dans la forêt limousine serait-elle le symbole d'un processus de colonisation, que dénoncent certains habitants du plateau ?

Dès 2014, la plateforme commune de la Montagne limousine émet cet argument : « La montagne limousine présente tous les aspects extérieurs d'une colonie : on la déteste à vil prix de ses matières premières - bois, hydroélectricité, broutards, comme hier encore l'uranium - puis elle rachète à prix d'or le produit fini, laissant la métropole en assurer la transformation et en empêcher les bénéfices. »

## Des accusations des deux côtés

L'été dernier, le journal du syndicat de la Montagne limousine (SML) reprend l'idée. Alors que l'ancien maire d'Aubusson Michel Moine affirme que la Creuse est « victime d'un phénomène de colonisation », le collectif « ne fait pas la même lecture de l'histoire ». Le SML y voit au con-



FORÊT. Même limité, l'enrésinement du plateau constitue pour certains militants un symbole politique. PHOTO : STÉPHANE LEFEVRE

traire « un processus de conquête politique, de domination économique et d'acculturation qui est le processus même de construction de l'État français, à travers lequel s'imposerait aujourd'hui une évidence républicaine "une et indivisible" de la Provence à la Bretagne, en passant par le Limousin. »

« Une même logique économique dirige aujourd'hui

les plantations de résineux, rappelle le SML, dans son magazine. Si c'est sous l'impulsion d'un élu communiste, Marius Vazeille, que les petits propriétaires locaux ont planté quelques parcelles de sapins pour s'assurer un revenu supplémentaire à leur maigre subsistance, voire une retraite alors inexistante, le développement d'une filière bois

alors inexistante a vite anéanti la dimension sociale initiale. »

## « Les feuillus progressent »

Le début de cet « enrésinement » remonte aux périodes de déprise agricole, après les deux guerres mondiales et notamment la création du Fonds forestier national qui finança, à partir de 1946, une reforestation dont la plantation de résineux constitua la majeure partie. Mais aujourd'hui, la situation serait différente, selon la filière bois. « Les feuillus progressent plus vite que les résineux, souligne Gaël Lamoury (Fibois, interprofession). Le vrai problème, c'est d'abord la disparition des résineux, puis des feuillus et l'apparition de friches. Il n'y a pas d'enrésinement, mais plutôt un problème de continuité forestière. »

Le clivage n'est pas qu'historique et le volet forestier du plan de relance a ravivé les craintes d'enrésinement et donc, de « colonisation ». « Ce plan est un scandale : il subventionne l'abattage

de feuillus si on replante des résineux », dénonce Jeannine, membre du groupe forêt du SML. « Le plan de relance a accéléré les coupes rases, regrette Philippe Brugère. S'il a subventionné les replantations, il a mis en place un critère qui prévoit seulement 20 % de feuillus. Ils vont respecter ce critère mais ça veut dire que les propriétaires peuvent aller jusqu'à 80 % de résineux. » « Le plan de relance est critiqué, reconnaît Gaël Lamoury, mais il y a eu deux versions. Dans la première version, les critères pour qu'une forêt soit considérée comme en déperissement étaient trop bas, mais ça a été revu. »

## Clivage politique

Cette question forestière renvoie au clivage politique entre anciens et néoruraux, même si la frontière est parfois tout à fait subjective. Si on reprend les éléments d'analyse de l'ethnologue Marie-France Houdart, auteure de *Comprendre le Limousin*, le « prestige de la terre », la culture « égalitari-

re » et la « méfiance vis-à-vis de l'étranger », la question forestière constitue un épice des différences entre nouveaux et anciens, propriétaires familiaux et centennaires et voisins « néoruraux ».

Les fameux « néoruraux » sont-ils tous « des citoyens, des fils à papa qui pour la plupart ne travaillent pas » comme le dit Jean-Baptiste Moreau (*Le Figaro*) ? Ou alors « des descendants de ces paysans poussés à l'exode, les enfants de ce long processus de colonisation et de profonde acculturation, sans plus de territoire vivant auquel se relier ni même dont se souvenir », comme l'écrit le SML ? C'est toute la question. Dans son œuvre, l'écrivaine nuance le recours au terme de colonisation. « L'assujettissement dont le Limousin a fait l'objet par rapport au pouvoir central ne peut sans doute pas être assimilé à un système colonial, mais il en possède quelques traits », conclut Marie-France Houdart. ■

# Plateau de Millevaches

**LE FAIT  
DU JOUR**
**ORGANISATION** ■ Qui sont les militants du Syndicat de la Montagne limousine, qui concentre les questions des élus ?

## « Le syndicat, un espace d'organisation »

Créé en 2019, le Syndicat de la Montagne limousine concentre les interrogations des élus locaux, face à une organisation alternative aux institutions.

Sébastien Dubois

sebastien.dubois@centrefrance.com

« C'est nous l'ultragauche. » « Attendez, je vais chercher ma cagoule. » Membres du groupe forêt du Syndicat de la Montagne Limousine (SML), Laurent et Jeannine ne manquent pas d'humour. Ce groupe rassemblant selon les militantes Katell et Marie « autour de sept cents membres » est au centre des inquiétudes des élus qui y voient une création alternative aux institutions républicaines. « Le syndicat est un espace d'organisation », détend immédiatement Katell.

Les prémices du SML étaient au cœur de la thèse de Greta Tommasi, géographe de l'université de Limoges - *Vivre (dans) des campagnes plurielles - soutenue en 2014*. Dans les communes de son terrain d'étude, « les débats autour des municipales montraient des tensions sur la gestion et le pouvoir local qui se sont cristallisés sur une opposition néo/locaux », écrit-elle, après que des propositions pour une plateforme de la Montagne limousine avaient été diffusées lors des élections municipales de 2014.

### « On a eu quelques déboires avec eux »

« Entre 2014 et 2019, reprend Katell, la participation de certains habitants aux conseils municipaux a abouti à un constat d'échec et d'impuissance de la machine institutionnelle, avec peu de marge de manœuvre. » D'où la création du SML, en 2019. « En fait, on s'est rendu compte que les collectivités sont surtout là pour gérer, mais pas pour porter les projets », complète Marie. « On n'arrête pas de brandir la participation citoyenne mais quand les ci-



**BOIS DU CHAT.** Des militants du Syndicat de la Montagne Limousine étaient présents au printemps sur cette exploitation de Tarnac qui a cristallisé les tensions. PHOTO : AGNÈS GAUDIN

toyens s'organisent, ça fait peur aux élus », regrette Jeannine.

Sur le terrain, les retours des élus sont variés. « Ce sont des gens qui participent à des réunions, mais ce ne sont pas des interlocuteurs au même titre que la DDT (direction départementale des territoires), la préfecture ou les associations déclarées, explique le président du PNR Millevaches et maire de Meymac, Philippe Brugère. Ça reste un interlocuteur et il m'arrive même de partager avec eux des sujets d'inquiétude. Mais ce n'est qu'un collectif et cette question de la représentation m'interroge car ils ont une façon plus ou moins anonyme de revendiquer leur réflexion. »

« On a eu quelques déboi-

res avec eux, autour du centre d'accueil pour demandeurs d'asile, rappelle Pierre Coutaud, maire de Peyrelevade. On a eu des problèmes de gestion interne et la présence de cafards. On s'est vite retrouvé avec 150-200 manifestants qui se mobilisaient contre les conditions d'habitat indigne, mais aussi sur les questions de mobilité et de gratuité de la cantine. C'est pour faire bouger les choses, mais les méthodes sont un peu lourdes. Dans le village, ça avait d'ailleurs eu l'effet inverse de celui qui était espéré. C'est bien de remuer la m... Mais parfois, ce n'est pas très productif. »

Dans le milieu forestier, Philippe Cestona, responsable d'Alliance Forêt Bois, « ne peut pas discuter avec

des gens qui ne sont pas honnêtes ou qui appellent à la violence ». Mais « avec le Syndicat de la Montagne, on a échangé à La Villedieu et à Doms. Les rapports sont cordiaux. L'avantage avec eux, c'est qu'on a pu parler sans menace ni rien. »

### « Pas une poudrière »

Dans une région marquée par des actes délictuels, comme l'incendie de l'antenne relais des Cars ou de véhicules d'Enedis ou de gendarmerie, parfois revendiqués sur des plateformes anarchistes ou autonomes, les pouvoirs publics s'inquiètent de la porosité de ce milieu militant avec des activistes plus radicaux. « Les modes d'action de l'ultragauche sont désormais acceptés, voire encouragés par les militants

écologistes », analysait, dans nos colonnes, Anthony Cortès, coauteur de *L'affrontement qui vient* (Les éditions du Rocher, février 2023). Les méfaits autour de l'Enduo et les accusations proférées par les élus ont conduit le SML à nier être à l'origine de ces actes. Mais l'annonce de la création d'un comité des Soulèvements de la Terre, dans les pages du magazine du SML, cet été, ne risque pas de calmer la dénonciation des dangers de l'ultra-gauche.

« En ce moment, explique Marie, on parle beaucoup du plateau sur ce thème-là. Mais ça ne reflète pas tellement la réalité de la vie quotidienne. Il faut arrêter de dire ça : ce n'est pas une poudrière. C'est surtout une façon

### ORGANISATION

#### Groupes thématiques

« On fonctionne en groupes thématiques, explique Katell : il y a le groupe forêt, exilés, soutien administratif, grand âge. Pour le groupe grand âge, ça part du constat de plusieurs aides à domicile, qui décident de créer un groupe. On offre ensuite la mise en relation avec nos bénévoles. » « Il y a des groupes plus dynamiques et d'autres un peu moins, reprend Marie. Le groupe forêt est le plus important avec 80 personnes. Leur création est assez simple : des habitants constatent qu'il y a un domaine où il y a un besoin d'agir et la structure du syndicat leur permet de se mettre en relation avec d'autres. Les groupes sont très autonomes, certains peuvent même avoir une newsletter propre. » ■

de discréditer les opposants. À part nous organiser et construire des alternatives, on ne fait rien de mal, on ne peut pas nous mettre sur le même niveau que les djihadistes et l'ultradroite. »

« Tout ça part d'une classification policière, abonde Katell. La police constate aujourd'hui trois grandes menaces : djihadistes, ultradroite et ultragauche. Mais dans ce dernier cas, c'est comme un épouvantail qu'on brandit. »

### « Les contre-pouvoirs, ce n'est pas interdit »

« Si la marginalité laisse de la liberté, note la géographe, c'est une liberté utilisée pour donner forme, progressivement, à un territoire nouveau, où la marge est la condition d'une nouvelle centralité [...] Les pratiques spatiales des nouveaux habitants et les dynamiques qu'une partie d'entre eux animent, sont à l'origine d'une nouvelle centralité. »

D'où la confrontation, à bruit sourd, avec les centres institutionnels ? « Sans leur apport démographique et socio-économique, souligne Greta Tommasi, ce territoire n'aurait probablement presque plus d'école, la vie culturelle et associative serait beaucoup moins dynamique, les activités économiques moins diversifiées. »

« Derrière le syndicat, il y a des gens avec des enfants, qui vivent une vie normale, même s'ils militent, conclut Marie. Jusqu'à preuve du contraire, les contre-pouvoirs, ce n'est pas interdit. » ■

### EN BREF

**2014**  
Publications de propositions pour une plateforme de la Montagne limousine.

**2019**  
Création du SML, après plusieurs rencontres.

**2023**  
Le SML publie 2.000 exemplaires d'un journal et organise fin septembre, la Fête de la Montagne limousine.

**BASKET**

Le Limoges CSP devra compenser l'absence de Nicolas Lang face au Poitiers

PAGE 24

**HANDBALL**

Le IH excelle en battant Nîmes après un match tendu (32-28)

PAGE 25



Quelle sera votre prochaine destination vacances ?



0000

Région Centre

# LE POPULAIRE

## DU CENTRE

Centre

→ HAUTE-VIENNE

N° 1009 - 1009000 - 1,90 €

www.lepopulaire.fr

# Forêts limousines, champs de batailles



**■ DÉGRADATIONS.** Légion d'été, les incendies ravagent les forêts limousines, et multiplient dans nos forêts les Charbonniers, notamment sur le plateau de Milleville. En cause, leur gestion et la coupe peu économe.

**■ ÉCOTOURISME.** Les forêts de la région, les années dernières le fait d'une déforestation massive pour une grande diffusion de la forêt, à l'appui des exploitants (voir les 2 pages), 0400 000000 0000

PAGE 2 &amp; 3

0400 000000 0000  
0400 000000 0000  
0400 000000 0000